

Loi sur les relations de travail  
dans la fonction publique



Devant la Commission des relations  
de travail dans la fonction publique

---

ENTRE

L'INSTITUT PROFESSIONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

agent négociateur

et

LE CONSEIL DU TRÉSOR

employeur

**AFFAIRE:** Modification de description d'unité de négociation fondée  
sur le paragraphe 103(2) de la Loi sur la réforme de la  
fonction publique - Groupe Droit

**Devant:** Yvon Tarte, président



---

(Décision rendue sans audience)

## DÉCISION

---

1. La présente affaire a trait aux obligations que le paragraphe 103(2) de la *Loi sur la réforme de la fonction publique* (LRFP), L.C. 1992, ch. 54, impose à la Commission en ce qui a trait à l'unité de négociation du groupe du droit, pour laquelle l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada (IPFPC) a été accrédité à titre d'agent négociateur le 31 mars 1969, tel que modifié le 13 décembre 1977 (dossier de la Commission n° 142-2-130), et dont le Conseil du Trésor est l'employeur.

2. Voici ce que disent les dispositions applicables de la LRFP :

[...]

*100. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 101 à 107.*

*« date de mise en œuvre » La date à laquelle tel groupe professionnel a été défini dans un avis publié conformément au paragraphe 101(4).*

*« groupe professionnel » Groupe ou sous-groupe de fonctionnaires défini dans un avis publié conformément au paragraphe 101(4).*

*101. (1) Le Conseil du Trésor définit, avant le sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent article, des groupes de façon à y classer toutes les personnes employées dans les secteurs de la fonction publique mentionnés à la partie I de l'annexe I de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique, mais seulement celles-ci.*

*(2) Les groupes sont définis en fonction des attributions des postes.*

*(3) Les groupes peuvent être subdivisés.*

*(4) Le Conseil du Trésor fait publier sans délai un avis de la définition du groupe et de la date de celle-ci dans la Gazette du Canada.*

[...]

*103. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'accréditation qui, d'une part, vise une unité de négociation dont les*

*fonctionnaires font partie d'un groupe professionnel, d'autre part, est accordée en conformité avec la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique avant la date de mise en œuvre correspondant à ce groupe, demeure valide, sauf révocation en application de cette loi.*

*(2) La Commission modifie les termes de l'accréditation visée au paragraphe (1), en ce qui touche la définition de l'unité de négociation qu'elle représente, en conformité avec la définition des groupes professionnels effectuée en application de l'article 101. De plus, dans le cas où l'agent négociateur représente plusieurs unités de négociation du groupe en question, elle procède à la fusion de celles-ci.*

[...]

3. En vertu de l'article 101 de la *LRFP*, le Conseil du Trésor a défini le groupe professionnel appelé Droit, à compter du 18 mars 1999.
4. En conformité avec le paragraphe 101(4) de la *LRFP*, le 27 mars 1999, le Conseil du Trésor a fait publier dans la *Gazette du Canada*, Partie I, Volume 133, n° 13, un avis annonçant que le groupe Droit avait en fait été défini.
5. L'IPFPC est l'organisation syndicale qui, immédiatement avant la date de mise en œuvre de la définition du groupe Droit, était l'agent négociateur de l'unité de négociation visée au paragraphe 1.
6. L'accréditation de l'IPFPC, au nom de l'unité de négociation mentionnée au paragraphe 1, n'a pas été révoquée en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et reste en vigueur selon les dispositions du paragraphe 103(1) de la *LRFP*.
7. En vertu des dispositions du paragraphe 103(2) de la *LRFP*, la Commission modifie, par la présente, la description figurant sur le certificat d'accréditation délivré à l'IPFPC, par la suppression de la description de l'unité de négociation qui s'y trouve et son remplacement par la description suivante :

*tous les fonctionnaires de l'employeur compris dans le groupe Droit, tel que défini dans la Partie I de la Gazette du Canada du 27 mars 1999.*

8. De plus, la mention de l'Alliance de la fonction publique du Canada qui figure sur le certificat à titre d'intervenante est supprimée.
9. Un nouveau certificat sera délivré en conséquence.

**pour la Commission,  
Yvon Tarte**

OTTAWA, le 16 juin 1999

Traduction certifiée conforme

Serge Lareau